



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2681  
20 décembre 2019  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **lutte**

# **ouvrière**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Pour le retrait de la réforme**



# **la lutte continue !**

**DANS LE MOUVEMENT**

Les annonces de Philippe: tous perdants, tout est à jeter 4

Le capital financier à l'affût 4

Comblé, le patronat tend encore la main 4

Delevoeye: la retraite d'un cumulard 5

CFDT: la fausse colère de Berger 5

Grève de Noël: le chantage gouvernemental 6

Retraites: les femmes aussi perdantes que les hommes 6

La grève et ses profiteurs 6

Pénibilité: pseudo négociations pour pseudo mesures 7

Travailleurs de la mer: dockers et marins en grève 7

Routiers: la journée du 16 décembre 7

RATP: la lettre de la direction, c'est direct à la poubelle! 8

Échos du mouvement 8

Saint-Denis: tous ensemble dans la lutte 9

Bagnolet/Montreuil: une grève active 9

Aubervilliers: poursuites absurdes contre un manifestant! 9

SNCF: le chantage de Noël 10

SNCF: Lyon, Nantes, Strasbourg, Trappes, Achères 11

Enseignants: la poudre aux yeux de Blanquer-Philippe 12

Écoles d'Ivry-sur-Seine: la mobilisation tient bon 12

Collège Paul-Langevin - Couëron: la colère s'exprime 12

Lycée Jules-Guesde - Montpellier: lycéens matraqués, proviseur complice 12

Collège Arche-Guédon - Torcy: "Pour les retraites et un monde meilleur, on est là!" 12

AP-HP - Paris: les hospitaliers manifestent 13

Hauts-de-Seine: coupes tragiques dans l'Aide sociale à l'enfance 13

Gilets jaunes: une condamnation scandaleuse 13

CHU d'Angers: contre la grève, des méthodes dictatoriales 13

**DANS LES ENTREPRISES**

Fontaine-Pajot - Aigrefeuille: grève à l'usine du maire de La Rochelle 14

Elior Elkem - Saint-Fons: grève du nettoyage 14

STS - Félines: le patron a dû reculer 14

Urbaser Environnement Montpellier: pour les salaires et les embauches 14

FerroPem - Chambéry: les travailleurs se font entendre 14

Crèche inter-entreprises - Ladoux: la couche est pleine 15

Toray Films - Ain: oui pour 100 euros! 15

**DANS LE MONDE**

Algérie: marées humaines contre le président 16

Grande-Bretagne: Boris Johnson se prend pour le peuple 16

# Pour le retrait de la réforme, la lutte continue!

Dans le monde du travail, la réforme des retraites fait l'unanimité contre elle. L'ampleur des manifestations du 17 décembre l'a encore montré.

Personne ne doit rester spectateur du bras de fer engagé contre le gouvernement par les cheminots, les agents de la RATP et les enseignants en grève. Cette contestation a déjà forcé le gouvernement à changer de ton. Avec le renfort des salariés du privé, il est possible de le faire reculer et de lui faire retirer son projet!

Le gouvernement veut nous faire travailler plus longtemps pour une pension moindre. Pour cela, il a plusieurs tours dans son sac.

Il y a bien sûr l'âge pivot à 64 ans. Qui, parmi les salariés du privé ou du public, se voit travailler jusqu'à 64 ans? Qui se voit, à cet âge, suivre les cadences des chaînes de montage ou travailler en équipe? Qui se voit au volant d'un bus, remplir les rayons d'un supermarché, soulever une personne âgée ou un malade, ou même dans une salle de classe? Et pourquoi se tuer au travail, alors que les jeunes sont au chômage ou en intérim?

C'est d'autant plus inacceptable que le gouvernement sait que beaucoup d'entre nous seront mis à la porte bien avant 64 ans! C'est déjà le cas aujourd'hui: plus de la moitié des plus de 55 ans sont au chômage ou en invalidité, et toucheront ensuite une pension amputée.

S'il répète du matin au soir que « tout se négocie », c'est qu'il peut tout aussi bien abandonner l'âge pivot de 64 ans et nous imposer de travailler plus longtemps par d'autres moyens. Alors, quelle que soit la sauce à laquelle il veut nous manger, il faut dire non!

Le pire, c'est encore le mode de calcul des futures retraites. Prendre en compte toute la carrière, et non plus les 25 meilleures années dans le privé et les six derniers mois dans le public, cela revient à baisser nos pensions d'au moins 200 ou 300 euros mensuels. Comme si elles n'étaient pas déjà assez basses!

Le gouvernement prétend faire une réforme pour les plus précaires, et pour les femmes en particulier, parce qu'il prendrait en compte toutes les heures cotisées. Quelle hypocrisie! Rien ne l'empêcherait de le faire en gardant le système actuel. Tous les ministres et députés de la majorité prennent aujourd'hui la pose du défenseur de la veuve et de l'orphelin. C'est d'un mépris

sans nom! Parce que c'est ce gouvernement des riches qui a supprimé l'impôt sur la fortune, qui a refusé d'augmenter le smic, cassé le Code du travail et généralisé la précarité. C'est lui qui vient de baisser les APL et de démolir les droits au chômage des plus précaires.

Quant à entendre tous ces ministres, qui à l'instar de Delevoeye cumulent salaires et retraites de milliers d'euros, se vanter d'assurer un minimum de retraite de 1000 euros pour des salariés ayant travaillé toute leur vie, c'est tout simplement odieux. Comment imaginent-ils que l'on vit avec 1000 euros?

Le Premier ministre a osé baptiser « solidarité entre les générations » une réforme qui démolit les retraites de ceux qui sont nés après 1975. Comment les travailleurs qui refusent un recul pour eux-mêmes pourraient l'accepter pour leurs frères, leurs enfants ou leurs collègues plus jeunes? C'est une tentative de division abjecte.

Le premier à exciter les égoïsmes, c'est le gouvernement. Il cherche à négocier catégorie par catégorie. Peut-être trouvera-t-il des confédérations syndicales pour entrer dans son jeu. La seule façon de faire échouer ces manœuvres est de mener la lutte ensemble, travailleurs du privé et du public.

La leçon de solidarité et de justice, elle est donnée par les travailleurs qui se battent aujourd'hui, quels que soient leur statut et leur âge, pour le retrait de cette réforme.

Le gouvernement, largement relayé par les médias, s'inquiète à l'approche de Noël. Ils accusent déjà les grévistes de la SNCF et de la RATP de vouloir gâcher la fête. Mais le plus beau cadeau de Noël que nous pouvons faire à nos enfants, c'est de nous battre pour obtenir le retrait de cette réforme. C'est de dire à nos enfants que nous nous battons non seulement pour leur retraite, mais pour que leur vie soit meilleure et pour que notre monde, celui des travailleurs, se fasse respecter.

Oui, une victoire ferait de ce Noël une très belle fête! Alors, privé, public, ne nous laissons pas faire les poches! Battons-nous pour que l'argent nécessaire aux retraites, aux salaires, aux emplois et aux services publics soit pris là où il est: du côté des vrais privilégiés, des grands actionnaires, des banquiers!





## 17 décembre : pas de trêve contre la réforme!

**Les manifestations du mardi 17 décembre contre la réforme des retraites ont été un succès dans tout le pays. Partout, les cortèges et le nombre de grévistes étaient plus imposants que ceux du mardi précédent et, dans certaines villes, le nombre de manifestants a même dépassé celui du 5 décembre, comme à Paris, Annecy ou Rennes.**

Au bout de treize jours de mobilisation et de grève, au bout de treize jours d'une campagne haineuse du gouvernement et de ses relais dans les médias contre les grévistes, les manifestants voulaient montrer leur détermination. «*La grève risque de nous faire*

*rater Noël. Mais si on laisse passer cette réforme, on se condamne et on condamne nos enfants à subir des Noëls pourris toute leur vie!*» affirmait une gréviste de l'hôpital de Lille, venue manifester en famille.

À coups d'applaudissements, de sirènes et de

slogans, de nombreux cortèges manifestaient bruyamment leur enthousiasme pour les secteurs en lutte depuis des mois, comme les travailleurs des hôpitaux, ou ceux en grève reconductible comme les cheminots et certains établissements scolaires. Et les minorités de grévistes des entreprises privées étaient nombreux de se retrouver nombreux, mélangés à des cortèges de secteurs plus combatifs. En Martinique, la journée de contestation a entraîné 3500 manifestants

à Fort-de-France. La grève a entraîné de nombreux travailleurs d'EDF et des salariés de la fonction publique territoriale.

Les manifestations étaient souvent précédées d'assemblées générales de grévistes de plusieurs secteurs. À Lyon, des actions étaient organisées le matin, regroupant des grévistes cheminots et enseignants, allant du blocage d'un dépôt de bus et métro à l'organisation d'un « petit-déjeuner filtrant » devant l'hôpital Édouard-Herriot.

Les hospitaliers étaient d'ailleurs nombreux dans les manifestations, de même que les enseignants.

Partout, la journée a été pour les manifestants l'occasion de recharger les batteries. Qu'ils soient en grève depuis le début ou mobilisés de manière plus ponctuelle dans des secteurs en pointe du mouvement ou non, tous ont conscience qu'il faut l'élargir et l'approfondir pour mettre à la poubelle le sale projet du gouvernement.

**Nadia Cantale**

### À Paris

**Dès la fin de la matinée du 17 décembre, des flots humains joyeux, bruyants et convaincus ont commencé à rejoindre la place de la République, d'où au moins 80 000 manifestants ont défilé jusqu'à la place de la Nation.**

De partout, en banlieue ou dans les quartiers périphériques, des manifestations sont parties, composées d'enseignants, de postiers, de cheminots, d'agents de la RATP. En chemin, ils ont été rejoints par d'autres salariés, applaudis par les passants, encouragés à poursuivre la lutte. C'est

regonflés et enthousiastes qu'ils ont rejoint la place de la République et des milliers d'autres grévistes tout aussi déterminés.

Sur place, même les plus agiles escaladant des poteaux pour prendre de la hauteur ne pouvaient voir le début et la fin de la manifestation. Au-delà des cortèges

syndicaux traditionnels, des dizaines de milliers de manifestants étaient là avec leurs propres pancartes, leurs propres banderoles pour les groupes les plus organisés. Seuls ou en groupe, les participants se mélangeaient aux autres, entraînant les moins habitués à manifester. Tous cherchaient à mesurer quel secteur était présent, combien étaient venus. Les multiples cortèges RATP et SNCF étaient applaudis, tant les manifestants sont convaincus qu'il faut tenir dans le

bras de fer contre le gouvernement et que la victoire en sera une pour tous. Les hospitaliers, les services de Samu, les internes, en lutte depuis des mois pour leurs conditions de travail et pour l'accès à des soins de qualité, étaient également très applaudis.

Le nombre, mais aussi la détermination palpable, la volonté de ne plus accepter les attaques du gouvernement et du patronat, tout cela a rendu les manifestants plus forts. Ils sont repartis

avec le sentiment de partager la même révolte contre les conditions de vie et de travail semblables, contre la riche minorité capitaliste servie par un gouvernement qui traite de privilégiés ceux qui font tourner la société. Beaucoup riaient de ces propos sur les privilégiés, comme ils riaient de Delevoye, l'homme aux 13 métiers et aux 13 retraites qui présente une pension de mille euros comme un pactole.

**Marion Ajar**

### Nathalie Arthaud :

## “Le débouché politique, c'est que les travailleurs se battent!”

Plusieurs centaines de personnes étaient réunies à la Bourse du travail de Saint-Denis, mercredi 11 décembre, pour un meeting contre la réforme des retraites du gouvernement organisé par le PCF. Lutte ouvrière, représentée par Nathalie Arthaud, y a participé pour s'affirmer partie prenante du mouvement de lutte contre la réforme.

«*La proposition de Lutte ouvrière est simple*» a dit Nathalie : «*lorsqu'un salarié part à la retraite, il*

*doit partir avec la totalité de son salaire. Pourquoi partir avec 75 % ? Est-ce que le loyer baisse ? Est-ce que les charges baissent ? Pour les retraites, il faut prendre l'argent volé par le capital au travers de l'exploitation. L'enjeu est de faire payer le grand capital, les grandes fortunes. Voyez la fortune de Bernard Arnault : avec 100 milliards, il y a de quoi en payer des retraites !*»

La majorité des organisations présentes, à commencer par le PS et le PCF, ont entonné le refrain

de l'unité derrière un contre-projet de réforme et un programme commun à construire. Nathalie Arthaud au contraire a tenu à affirmer qu'imposer les intérêts des travailleurs ne serait pas le résultat de la politique d'un gouvernement : «*Même bien intentionnés vis-à-vis des travailleurs, les politiciens au pouvoir seront pieds et poings liés à ce grand capital. C'est ce qui s'est toujours produit*». Elle a rappelé que les précédents gouvernements de gauche

n'étaient pas revenus sur les reculs importants déjà imposés sur les retraites, en prétextant toujours qu'il n'y avait pas d'argent pour cela.

Lutte ouvrière n'a pas signé la tribune commune proposée par les organisateurs. Elle ne s'associe pas non plus à l'organisation de structures ou d'initiatives communes qui auraient lieu derrière une politique qui n'est pas la sienne et qui n'offre aux travailleurs d'autre perspective que de se fier, encore une fois, à

une alliance gouvernementale de gauche dont on a vu ce qu'elle peut valoir.

Le véritable débouché politique, a dit Nathalie, «*c'est que les travailleurs se battent et découvrent, au travers de leurs luttes, leur capacité de changer les choses. Qu'ils découvrent qu'ils ont les moyens de “désintoxiquer l'économie de la finance”, pour reprendre la formule de Fabien Roussel, parce qu'ils ont les moyens d'exproprier la bourgeoisie, de se débarrasser du grand patronat*».

## Les annonces de Philippe : tous perdants, tout est à jeter

Dans ses annonces du 11 décembre, et malgré toutes ses précautions de langage, Édouard Philippe a été transparent : si la réforme passe, le monde du travail dans son entier sera perdant, c'est bien le but recherché.

Les ministres prétendent que seuls les moins de 45 ans devraient subir la réforme de plein fouet. En réalité, comme c'est déjà le cas depuis les réformes introduites par Balladur en 1993, les droits des retraités ne cessent de s'amenuiser.

Tous les salariés perdraient à la réforme, mécaniquement, peut-on dire, car, au lieu des 25 meilleures années (ou des six derniers mois pour les agents de la fonction publique), toutes les années, même celles de vaches maigres, entreraient

dans le calcul de leur retraite. Certains ont estimé qu'ils perdront plusieurs dizaines à plusieurs centaines d'euros par mois sur leur future pension.

Les régimes dits spéciaux (concernant environ 3% des futurs retraités) disparaîtraient, pénalisant durement ceux, cheminots ou employés de la RATP par exemple, qui avaient accepté par contrat des horaires et des conditions de travail pénibles, en contrepartie d'un départ à la retraite un peu en avance sur les autres

travailleurs.

Un âge prétendument pivot serait fixé à 64 ans et, faute de l'atteindre, un travailleur devrait subir un malus sur sa retraite. Cet âge pivot, suggère le projet Delevoye, serait susceptible d'augmenter s'il devenait nécessaire « d'équilibrer » le régime. Tous devraient donc travailler plus longtemps, ou plutôt demeurer plus longtemps au chômage comme c'est le cas pour la moitié des travailleurs seniors.

La prétendue équité réalisée grâce au système d'accumulation de points serait l'arme suprême aux mains du gouvernement. La valeur du point étant à sa discrétion, elle pourrait varier



en fonction des économies à réaliser aux dépens des millions de retraités, sous la pression des capitalistes avides de voir l'État leur consacrer ses ressources.

Pour faire passer la pilule amère, Édouard Philippe et ses ministres agitent la maigre augmentation du minimum contributif – la base de pension

minimale dans le régime général pour une carrière complète – qui passerait de 970 euros à 1 000 euros. Cela serait encore inférieur au seuil de pauvreté, qui était en France pour une personne seule de 1 041 euros net par mois en 2017.

Le tout est inacceptable!  
**Viviane Lafont**

## Le capital financier à l'affût

Les fables avancées par le gouvernement pour tenter de justifier la réforme des retraites, invoquant l'allongement de la durée de la vie, ou la profondeur du futur déficit des caisses, sont de moins en moins crédibles et de moins en moins acceptées.



Derrière le masque du « Soyons raisonnables », la volonté du gouvernement de faire payer le monde du travail apparaît donc de plus en plus clairement.

Le système de retraite risquerait de ne plus pouvoir être financé? C'est un mensonge, doublé d'une absurdité. Son financement par l'État, 2,9 milliards

d'euros actuellement, ne représente que 0,1% du produit intérieur brut, contre 0,7% il y a dix ans, et les réserves des caisses, constituées par les cotisations sociales, représentent plus de 127 milliards. Le prétendu déficit, lui, n'est au demeurant qu'une notion comptable parfaitement discutable, puisqu'il est

normal, après une vie de travail, que tous puissent bénéficier d'une pension assurant une vie correcte. Le versement de celle-ci aux 17 millions de retraités est une mesure de protection sociale, comme le droit à la santé par exemple. En l'occurrence, parler de déficit des caisses de retraites est un choix politique, choix de ceux qui rêvent de faire des économies sur ce poste budgétaire pour en consacrer le montant à des dépenses tout sauf sociales.

Si depuis 26 ans le système des retraites des salariés est attaqué par les gouvernements successifs, c'est bien pour réduire progressivement la part des richesses redistribuées aux anciens travailleurs. Qui se réapproprie les sommes volées aux retraités? Au profit de qui s'opère ce transfert, si ce n'est la mince couche de milliardaires, les capitalistes de la finance, du commerce et de l'industrie, dont les fortunes cumulées représentent, elles, 15% du PIB et ont plus que décuplé en deux décennies?

Pour permettre aux capitalistes de continuer à

s'enrichir, et surtout de s'enrichir le plus rapidement possible dans le contexte de croissance atone et de crise économique de leur système, le gouvernement s'attelle à réduire les dépenses publiques. Il s'agit, tous le constatent, de réduire celles qui permettent aux habitants de vivre, circuler, habiter, échanger, s'éduquer, mais aussi celles qui assurent un revenu aux presque cinq millions d'anciens travailleurs de la fonction publique.

Ces derniers ne sont pas les seuls attaqués par le projet de réforme. Car, en organisant l'appauvrissement des futures générations de retraités, ceux qui ont conçu la réforme poussent consciemment des millions de salariés à diriger leurs économies forcées vers les fonds de pension et autres capitalistes de l'assurance. Les ministres macroniens ont beau jurer leurs grands dieux que le système de retraite par répartition demeure, c'est bien d'une incitation à la capitalisation qu'il s'agit. Parmi les premiers vautours à convoiter les économies forcées des

travailleurs, le fonds d'investissement BlackRock rédigeait à destination du gouvernement français une note regrettant : « Fin 2017, seuls 130 milliards d'euros avaient été collectés dans ces produits [d'épargne retraite], ce qui est décevant par rapport à l'épargne déposée en liquidités (1 500 milliards d'euros), les produits d'assurance-vie en euros (1 600 milliards d'euros) ou les investissements directs/indirects en actifs non financiers (plus de 7 600 milliards d'euros.) » Visiblement, BlackRock attendait du gouvernement qu'il s'emploie à améliorer ces chiffres!

Macron s'était présenté, en 2017, comme l'homme capable de répondre au mieux aux exigences du grand capital, et sa réforme des retraites alors dans le flou se révèle à présent pour ce qu'elle est : une arme de guerre pour prélever sur le monde du travail de quoi alimenter les profits du capital financier.

Seul le rapport de force que les travailleurs sauront imposer pourra faire barrage à ses appétits.

V.L.

## Comblé, le patronat tend encore la main

S'il est quelqu'un de tout à fait ravi par la réforme des retraites façon Macron, c'est bien Roux de Bézieux, le président du principal syndicat patronal, le Medef.

Mi-novembre, pour résoudre ce qu'il nommait

alors le problème d'équilibre des caisses de retraite, il en appelait à « faire travailler plus longtemps les salariés et les fonctionnaires ». Et d'ajouter : « Pour cela, la mesure la plus équilibrée, la plus juste, c'est l'âge pivot,

qui pourrait être fixé à 64 ans. »

Le patron des patrons a été entendu, le voici comblé, qui affirme sans ambages : « La réforme va dans le bon sens. (...) Les entreprises seront au rendez-vous pour l'emploi des

seniors. »

Oui, mais il va falloir garder au travail les seniors, qui seront forcés de travailler deux ans de plus. Et Roux de Bézieux d'ajouter « Le Premier ministre a présenté un compromis qui va coûter assez

cher et que l'on ne peut pas annoncer sans des mesures de financement. »

Il pleure pour implorer l'État de mettre la main à la poche pour aider encore un peu plus le patronat.

**Sophie Gargan**

## Delevoye : la retraite d'un cumulard

**Un oubli, ça va déjà pas, treize oublis, bonjour les dégâts ! En dix jours, le cas de Jean-Paul Delevoye s'est sérieusement aggravé. Ses treize oublis ont emporté le M. Retraite du gouvernement, qui a dû donner sa démission.**

Présenté comme l'homme indispensable, maîtrisant le dossier des retraites et capable de dialogue avec les syndicats, au point que certains de leurs dirigeants ont salué ses talents, le personnage de Delevoye devenait embarrassant.

Ce politicien de droite, rallié à Macron en 2017, n'avait visiblement pas compris que, depuis un certain nombre de scandales, il faut donner au moins l'illusion de la probité. Il a donc traité par-dessus la jambe ses obligations vis-à-vis de la Haute autorité de la transparence, qui exige d'un ministre qu'il déclare toutes ses éventuelles activités parallèles.

Lui s'est défendu, en mettant ses activités, pour la plupart non rémunérées, sur le compte d'un bénévolat de bon aloi. Mais, comme par hasard, il s'agissait d'activités qui lui permettaient

d'entretenir de bonnes relations, entre autres, avec les milieux de l'assurance. Les assureurs lorgnant sur le magot des régimes de retraite depuis toujours, on a du mal à croire à l'objectivité de Delevoye en matière de réforme de ceux-ci.

Il y avait aussi le problème des rémunérations de deux de ces activités, qui venaient s'ajouter à ses 10 000 euros mensuels de haut-commissaire aux retraites. Ce cumul est totalement interdit par la Constitution, mais personne n'y a trouvé à redire, ni la Haute autorité, ni le président, ni le gouvernement. Cerise sur le gâteau, si on peut dire, ses déclarations des montants ont été sous-évaluées de moitié. Et parler d'activités pour mériter ces rémunérations, plus de 5 000 euros mensuels pour l'une d'entre elles, relève du mythe, puisqu'elles consistent

à assister à une réunion mensuelle.

Mais ce montant est, paraît-il, calculé en proportion du pedigree de Delevoye, un homme à la carrière bien remplie. Qu'on en juge : cet ex-chiraquien a été vingt ans conseiller général, trente ans maire, dix ans président de l'Association des maires de France, deux ans député, dix ans sénateur, deux ans ministre, sept ans médiateur de la République, cinq ans président du Conseil économique et social. Une avalanche de postes et de responsabilités qui lui ont permis de connaître beaucoup de monde, y compris tous les députés de Macron puisqu'il était dans la commission qui les a désignés.

Désormais libéré de ses obligations gouvernementales, Delevoye pourra enfin additionner ses bénévolats rémunérés et ses quatre retraites : régime général, élu local, sénateur et député. Car celui qui avait en charge de faire avaler la pilule amère d'allonger la durée de carrière



SERGE DIGNAZIO

de tous pour une pension réduite, peut cumuler quatre retraites. Et là on ne parle ni de régime spécial, ni de privilèges, ce

cumul n'est pas visé par la réforme... qu'il a d'ailleurs déclaré être toujours prêt à défendre.

**Jacques Fontenoy**

## CFDT : la fausse colère de Berger

**Les annonces du Premier ministre Édouard Philippe le 11 décembre ont réussi à provoquer la colère du dirigeant de la CFDT, Laurent Berger. Pour la première fois depuis que le gouvernement a engagé la réforme des retraites, il a été jusqu'à appeler à participer à la journée d'action le 17 décembre. Car, a-t-il déclaré, « une ligne rouge est franchie ! »**

Pour Berger, la ligne rouge en question se limiterait à un seul point : la proposition d'instaurer un âge pivot à 64 ans et une baisse des pensions de ceux qui souhaiteraient partir avant. Depuis le début des négociations sur les retraites, la

CFDT s'y est déclarée hostile, tout en apportant son soutien à la mise en place d'un système de retraite par points et en cautionnant ainsi la baisse des pensions qui en découlerait pour la grande majorité des salariés. Ce positionnement

permettait à la CFDT de préserver une image de syndicat capable d'obtenir des résultats par une opposition constructive. En août dernier, Macron avait semblé vouloir renoncer à une telle mesure. En la réintroduisant, Philippe refermait la porte à peine entrouverte sur les doigts des dirigeants de la CFDT. « Vouloir être constructif, ça ne veut pas dire se laisser marcher dessus », a déclaré Berger pour justifier son changement d'attitude.

Jusqu'à-là, la CFDT s'était refusée à appeler à se joindre aux mobilisations contre la réforme des retraites. Seule la fédération des cheminots avait fini par poser un préavis de grève reconductible à la SNCF à la veille du 5 décembre. Elle l'avait fait à reculons, sentant qu'un mouvement de grande ampleur se préparait. L'appel à manifester le 17 décembre a donné à la CFDT le moyen de revenir au centre du jeu syndical, d'autant qu'elle a été suivie par la CFTC et l'UNSA. En déclarant qu'elle « donnera rendez-vous en janvier » en intersyndicale avec ces deux organisations, elle se positionne, vis-à-vis du gouvernement, en interlocuteur incontournable pour faire passer la réforme.

Si le ralliement de la CFDT à la journée du 17 décembre a pu encourager à se mobiliser des travailleurs qui étaient encore hésitants jusque-là, c'est tant mieux. Mais Berger, quant à lui, fait tout ce qu'il peut pour que ce ne soit pas le cas. Si la CFDT appelle à une manifestation le mardi 17 décembre, précise-t-il, elle n'appelle pas à continuer le 18, le 19, etc. Et il a joint sa voix au concert

de tous ceux qui appellent les travailleurs à respecter une trêve de Noël et à reprendre le travail. Comme si le gouvernement, lui, avait l'intention de suspendre ses attaques sous prétexte de fêtes de fin d'année !

Berger suggère lui-même des pistes au gouvernement, en évoquant une hausse des cotisations, la prise en compte de la pénibilité. Les négociations qui se poursuivent seront peut-être pour les ministres l'occasion de saisir la main tendue de Berger. Cela pourrait être le cas notamment à l'occasion des rencontres avec les syndicats programmées par le gouvernement à Matignon les 18 et 19 décembre ou de celles, plus confidentielles, qui se poursuivent en permanence dans les couloirs des ministères. Les directions des bureaucraties syndicales sont prêtes à toutes les manœuvres pour se sortir chacune à sa façon de la crise sociale actuelle.

Pour faire reculer le gouvernement, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre détermination et leur capacité à amplifier encore la mobilisation et les grèves.

**Marc Rémy**



## Grève de Noël : le chantage gouvernemental

**Les bobards gouvernementaux contre le mouvement de grève se dégonflent les uns après les autres.**

Il y a beau temps que les travailleurs ont compris que la compassion de Macron et Philippe pour les femmes et les précaires aux retraites misérables étaient de la comédie, que les prétendus privilèges des cheminots n'existaient pas et que seul le grand patronat était gagnant dans cette réforme. La façon dont quelques dizaines d'enseignants de la région de Nancy ont répondu en direct à Philippe et Blanquer montre que les mensonges gouvernementaux sur les bienfaits de la retraite par points ne passent pas.

Mais, comme la grande masse du monde du travail n'est pas pour l'instant en grève, il reste au gouvernement à tenter d'isoler ceux qui y sont. C'est le but des multiples déclarations,

reportages, interviews de voyageurs qui galèrent dans les transports en commun, particulièrement là où ils sont le plus indispensables, en Île-de-France. On a ainsi pu voir et revoir des images de voyageurs se bousculant. Pourtant les commentaires journalistiques ou ministériels étaient en général beaucoup plus dramatiques que ceux des premiers concernés. Une voyageuse, par exemple, après avoir décrit sa lassitude, concluait en disant : «*Pendant ce temps-là le gouvernement est au chaud et ne fait rien*».

Mieux encore, dans des transports bondés, les voyageurs qui soutiennent à haute voix les grévistes sont plus nombreux que ceux qui les critiquent. Non seulement les équipes de

grévistes sont bien accueillies sur les marchés, mais elles le sont aussi par des automobilistes pris dans les embouteillages et même par des travailleurs qui patientent à un arrêt de bus.

Le gouvernement, soutenu immédiatement par le chœur médiatique mais aussi rejoint par Marine Le Pen et Laurent Berger, a alors tenté de mettre le petit Jésus de son côté : les monstrueux jusqu'au-boutistes de la grève n'allaient tout de même pas perturber la semaine de paix, de grâce et de rubans dorés entre Noël et le Jour de l'An. Bien des grévistes ont aussitôt répondu que le vrai cadeau que le monde du travail attendait, c'était le retrait de la réforme.

Même les instituts de sondage affirment que le soutien à la grève est majoritaire dans l'opinion,



et a tendance à augmenter. Lorsqu'ils affinent leurs chiffres, les sondeurs montrent que, plus on s'adresse aux couches populaires, et donc à ceux qui sont en galère dans les transports, plus le soutien aux grévistes et le rejet de la réforme sont majoritaires.

La campagne éhontée de mensonges et de calomnies

gouvernementales a bien du mal à faire effet. Ceux qui combattent par la grève la réforme des retraites remportent la bataille de l'opinion comme disent les journalistes. Pour remporter la bataille des retraites, cela doit encourager tous les travailleurs à entrer en lutte.

**Paul Galois**

## Retraites : les femmes aussi perdantes que les hommes

**Le gouvernement, à commencer par Édouard Philippe, prétend que les femmes seront les grandes gagnantes du projet de réforme des retraites. La réalité est à l'opposé !**

Actuellement, les femmes partent à la retraite plus tard que les hommes, et perçoivent en moyenne 42 % de moins que ceux-ci (25 % si l'on compte les pensions de réversion que certaines touchent au décès de leur mari). Cette situation résulte des salaires inférieurs tout au long de leur vie à ceux des hommes, et d'une plus grande difficulté à cumuler suffisamment de trimestres pour avoir droit à une retraite complète. Les femmes subissent plus souvent le temps partiel, les emplois précaires et les interruptions de carrière, notamment celles qui arrêtent de travailler pour s'occuper de jeunes enfants.

À tout cela, le système à points ne changera rien. La promesse du gouvernement

de mettre fin aux pensions inférieures à 1 000 euros ne vaut que pour les carrières complètes, les retraitées n'ayant pas assez cotisé aux yeux du gouvernement continueront à recevoir des pensions de misère.

En ce qui concerne la prise en compte du temps consacré à l'éducation des enfants, le projet comporte une entourloupe. Actuellement, la naissance d'un enfant peut donner droit à la validation de huit trimestres de cotisation dans le privé, et de quatre dans le public. En outre, les parents de trois enfants, père et mère, voient leur pension majorée de 10 % chacun. Dans le nouveau système, c'est la valeur des points qui sera majorée, de 5 % pour le 1<sup>er</sup> puis le 2<sup>e</sup> enfant,

puis de 7 % pour le 3<sup>e</sup>. Mais cette majoration ne sera appliquée qu'à l'un des deux parents ; il est donc probable qu'une partie des couples choisira de la faire appliquer à la pension du père, puisque les salaires des hommes sont en moyenne plus élevés. On est loin d'une prise en compte du travail que représente l'éducation des enfants par les femmes au foyer !

Quant aux pensions de réversion, touchées à 88 % par des femmes, on ne pourrait plus les toucher qu'à partir de 62 ans, alors qu'il n'y a pas d'âge minimum dans le système actuel pour les fonctionnaires et qu'il est de 55 ans dans le régime général. Selon la CGT, cela exclura 84 000 femmes âgées de 55 à 62 ans. La réversion sera réservée aux couples encore mariés au décès du conjoint, alors qu'actuellement, dans certains cas,



une femme divorcée peut toucher une pension de réversion de son ex-mari.

Enfin, Édouard Philippe a claironné que les pensions de réversion ne pourraient pas être inférieures à 70 % des revenus du couple. C'est encore une tromperie : aujourd'hui, la réversion n'est calculée que sur la base des revenus du conjoint décédé mais, avec le nouveau système, la pension des femmes ayant travaillé sera prise en compte dans le calcul de la réversion, ce qui leur sera défavorable. Par exemple, dans un couple où chacun touchait 1 500 euros de pension, le survivant

toucherait une réversion de 600 euros, contre 800 euros dans le système actuel. Quant aux femmes n'ayant pas ou presque pas d'autre revenu que la réversion, 70 % d'une petite pension sera toujours trop peu pour vivre. D'ailleurs, le budget total de la réversion a été maintenu au même niveau, 34 milliards d'euros, preuve qu'aucune mesure n'est prévue contre la pauvreté des retraitées.

Quoi qu'en dise le gouvernement, aucune catégorie de travailleurs ne sortira gagnante de sa réforme, et certainement pas les travailleuses.

**Claire Dunois**

### La grève et les affaires

On entend beaucoup, dans les médias, le patronat se plaindre des conséquences des grèves sur les affaires. On entend moins les margouliniens pour lesquels elles sont une aubaine.

Il y a par exemple les multinationales de VTC, dont les courses sont trois à quatre fois plus chères que d'habitude en région

parisienne. Les compagnies de cars Macron (Flixbus, Blablabus...) ne sont pas en reste. L'association UFC-Que choisir a étudié leurs tarifs sur les vingt liaisons les plus fréquentées. Elle a comparé les prix de la journée de 5 décembre avec ceux de la semaine précédente : ils sont en moyenne 129 % plus

élevés. Le pompon est décroché par Flixbus : le billet Paris-Lyon, qui coûtait 4,99 euros le 28 novembre, était facturé 78,99 euros le 5 décembre, soit 16 fois plus cher.

C'est légal ? Oui, c'est la loi du marché, qui permet toujours à quelques parasites de se gaver.

**Michel Bondelet**

## Pénibilité : pseudo négociations pour pseudo mesures

En dehors de l'âge pivot, Laurent Berger, leader du syndicat CFDT, dit vouloir discuter d'autres sujets et en attendre des avancées de la part du gouvernement, comme la prise en compte de la pénibilité, dont la définition lui paraît trop floue.

Plutôt que de flou, il faudrait parler d'une escroquerie, si on en croit les mesures prises par le passé dans ce domaine. Le compte pénibilité, déjà réclamé à l'époque par la CFDT, a en effet été créé pour accompagner la réforme des retraites de 2013 du gouvernement Hollande.

Ce dispositif était censé compenser le passage de la durée de cotisation de 41,5 ans à 43 ans pour avoir droit à une pension complète. Mais, au lieu de reconnaître des emplois comme pénibles par nature, tels par exemple les travaux du bâtiment, il en faisait une affaire individuelle. Avoir travaillé dans des

conditions pénibles devait permettre de partir plus tôt en retraite, en prenant d'abord en compte quatre critères, que le salarié devait à chaque fois faire reconnaître, parmi lesquels le travail de nuit, ou posté, ou répétitif. La mesure ne devait prendre effet qu'à partir de 2015 et sans rétroactivité. Six autres critères devaient s'y ajouter en 2016, le tout étant soumis à des seuils d'exposition précis aux dangers professionnels.

La contestation patronale a été immédiate. Arguant de la complexité d'établir la fiche individuelle des travailleurs concernés, les employeurs ont saboté l'application de cette mesure,

qualifiée par Gattaz, patron du Medef à l'époque, de «point noir du quinquennat Hollande». Finalement, ils ont tout simplement décidé de ne pas appliquer la loi.

Dès son arrivée au pouvoir, Macron a fait supprimer, par ordonnances, quatre des six derniers critères, considérés comme trop difficiles à évaluer : les postures pénibles, la manutention de charges, l'exposition à des agents chimiques dangereux, les vibrations mécaniques, des conditions pourtant aussi fréquentes que mesurables, par les travailleurs eux-mêmes et leurs employeurs. Le départ anticipé ne devait se faire qu'en cas de maladie professionnelle, dont on sait à quel point elle est souvent difficile à faire reconnaître.

C'est à ce gouvernement que Laurent Berger



réclame une nouvelle mouture de la prise en charge de la pénibilité, au même Macron qui fut ministre sous Hollande et au même patronat auquel le gouvernement ne peut rien

refuser. Il n'y a rien à attendre, sauf pour les dirigeants de la CFDT qui y trouveront peut-être une occasion de se prêter à la comédie des négociations.

Sylvie Maréchal

## Travailleurs de la mer : dockers et marins en grève



Jusqu'à 64 ans ?

Alors que les travailleurs des ports et docks en étaient le 17 décembre à leur quatrième journée de grève depuis le début du mois, les marins au commerce et à la pêche entraînent à leur tour dans la lutte, jusqu'au 19 décembre pour le moment.

C'est en effet ce jour-là que les représentants syndicaux étaient conviés, de longue date, à une réunion... avec Delevoye. Car c'est sous l'égide de ce dernier que se déroulent depuis des mois de prétendues négociations. L'objectif de sa réforme est de faire rentrer progressivement le régime spécial des 37 000 marins dans le régime universel en projet. Cela menace directement le montant de leurs retraites et leur droit de partir à 55 ans, après 37,5 ans de cotisations.

Ce droit est pourtant chèrement payé. On comprend bien qu'un marin est, en mer, 24 heures sur

24 à la disposition de son employeur et on sait que c'est un des métiers les plus dangereux. Mais, de plus, le Code des transports qui régit la vie à bord est bien loin du Code du travail, même dans la version expurgée successivement par Hollande et Macron. En mer, on peut travailler jusqu'à 14 heures par jour, et même 16 en activité de pêche, et par semaine respectivement 84 et 96 heures. Le repos hebdomadaire peut être repoussé de six mois, le travail de nuit est une notion qui n'existe pas. Et comment mesurer la pénibilité d'un travail consistant, par

exemple, à étripier des poissons douze heures durant dans une glacière ballottée par les vagues ?

Ce mouvement conjoint des travailleurs des ports et de ceux des navires, dans le cadre d'un mouvement général du monde du travail, en inquiète plus d'un. La compagnie MSC, deuxième armateur mondial pour les conteneurs, a annoncé qu'à partir du 17 décembre ses navires ne feront plus escale en France, désorganisant ainsi ses affaires et celles de ses clients. Le patronat des ports craint, dit-il, de connaître à nouveau les pertes subies lors du mouvement précédent.

Si le patronat commence à se sentir frappé au portefeuille par la grève, c'est un signe encourageant.

Paul Galois

## Routiers : la journée du 16 décembre

L'ensemble des syndicats de la branche transport et logistique ont appelé le 16 décembre à des opérations escargot, des blocages sur certaines zones de logistique et des axes routiers, pour exiger un treizième mois, des revalorisations de salaire et le maintien du congé de fin d'activité à 57 ans cofinancé par l'État et les patrons.

La CGT et FO, qui participaient à cette action, appellent depuis le 5 décembre à rejoindre le mouvement de grève contre la réforme des retraites. L'appel de lundi 16 avait déjà été décidé il y a quelques semaines, indépendamment du mouvement de grève contre la réforme des retraites par les autres syndicats, dont la CFDT, majoritaire dans le secteur.

Comme pour les autres salariés, concernant les mesures spécifiques de retraite, par la voix d'Élisabeth Borne le gouvernement se veut rassurant mais renvoie à la discussion entre les syndicats et la fédération patronale. Il n'y a aucun engagement ferme que l'État continue à mettre la main à la poche, et encore moins de la part de la fédération patronale de proroger l'accord pour ces congés de fin d'activité qui prend fin en 2020. Or, nombre de chauffeurs ont des problèmes de dos et ne peuvent pas conduire jusqu'à 62 ans.

Quant aux salaires, beaucoup restent au smic toute leur carrière et n'ont

un salaire décent qu'en alignant les heures supplémentaires. D'autres, dans le transport scolaire par exemple, sont contraints aux temps partiels, avec parfois moins de 800 heures par an.

La colère légitime des chauffeurs routiers rejoint celle de l'ensemble des travailleurs qui subissent des conditions de travail difficiles, usantes, avec des salaires qui ne permettent pas de vivre décemment. Ils voient que leurs conditions de retraite vont être encore dégradées, tout comme les salariés de nombreux secteurs en grève.

À l'issue des négociations, le patronat a juste donné un calendrier de discussions sur les conditions de travail des chauffeurs à temps partiel. Les patrons se sont battus récemment pour obtenir du gouvernement de ne pas avoir à payer une taxe sur le gazole; aux salariés de défendre leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs conditions de retraite.

Inès Rabah

# RATP : la lettre de la direction, c'est direct à la poubelle !

Des dizaines de milliers de courriers postaux, rien de moins : c'est ce que la direction de la RATP a envoyé à ceux de ses agents sous statut qui sont entrés dans l'entreprise avant 1985. Dans ce courrier, le DRH fait aux plus anciens la promesse d'une transition adaptée et individualisée vers le nouveau régime de retraite.

Il leur indique même précisément la date d'ouverture de leurs droits à la retraite. Mais, comme pour les contrats d'assurance, il faut lire les lignes écrites en petit et les astérisques, qui précisent que l'on ne saura la vraie date de départ en retraite qu'en... 2024, et qu'elle ne sera effective que si l'agent fait toute sa carrière à la RATP, alors que celle-ci va bientôt être ouverte à la concurrence.

Cette démarche n'a surpris personne. La direction n'en est pas à son coup d'essai pour tenter de désamorcer un conflit par voie postale. En 2003, le gouvernement lançait une attaque contre

les régimes de retraite des fonctionnaires et les régimes spéciaux. Pour arrêter la grève dans les transports, il avait prétendu reporter ses attaques sur les régimes spéciaux. Anne-Marie Idrac, la présidente de la RATP, avait alors envoyé un courrier à tous les agents leur garantissant les 37,5 annuités permettant de toucher une retraite complète. Promesse de menteurs ! Aujourd'hui, les agents RATP doivent eux aussi cotiser 42 annuités, comme les travailleurs du privé.

En 2007, Sarkozy s'attaquait de nouveau aux régimes spéciaux. Là encore pour arrêter la grève, le PDG de l'époque, Pierre Mongin,

s'engageait à son tour par écrit à ce que les agents entrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 conservent leur régime et leurs bonifications. Début 2019, dans de nombreux secteurs de l'entreprise, comme à l'ingénierie et au département infrastructure, la direction de la RATP faisait mine de découvrir que les dispositifs de bonification des agents de maîtrise et des cadres étaient illégaux. Elles les a donc supprimés, obligeant certains à travailler jusqu'à trois ans de plus pour prendre leur retraite.

Les grévistes sont convaincus que seul le rapport de force qu'ils viennent d'engager peut mettre un frein aux attaques. Lorsque les agents ont reçu le dernier courrier de la direction, ils l'ont rangé avec les promesses de madame Idrac et de monsieur Mongin... à la poubelle.

**Correspondant LO**

## Ligne 9 – Terminus Porte-de-Saint-Cloud

Depuis le 5 décembre, sur la ligne 9 du métro, au terminus de Porte-de-Saint-Cloud, les grévistes se réunissent tous les jours en assemblée générale (AG). Ils ont élu un comité de grève comptant huit membres. Le bluff du gouvernement n'entame pas leur détermination et ils votent chaque jour, à l'unanimité et sous les applaudissements, la poursuite de la grève.

À plusieurs reprises, des grévistes du dépôt de bus de Point-du-Jour, à proximité, sont venus assister à l'AG et ont à leur tour accueilli les grévistes du métro dans leur dépôt. Ils ont aussi mis à disposition leurs locaux pour fabriquer la banderole de 10 mètres destinée à être accrochée au-dessus du

périphérique. L'accrochage de la banderole, fait par une quinzaine de grévistes lundi 16 au matin, a connu un franc succès et leur a valu, de la part des automobilistes coincés dans les embouteillages, beaucoup de coups de klaxon et de poings levés en soutien à la grève.

À l'AG du lundi 16, un agent de station a annoncé avoir convaincu bon nombre de ses collègues de se remettre en grève le lendemain, triplant le nombre de grévistes parmi eux. Un bus a été réservé pour se rendre à la manifestation et a été vite rempli.

Le chantage du gouvernement à la trêve de Noël ne marche pas, et certains font d'ailleurs remarquer que

cette année, pour une fois, ils pourront le fêter avec leurs enfants... car ils ne travailleront pas.

La direction ayant tenté d'intimider un gréviste de la ligne 9, en le menaçant de sanctions, tous les présents à l'AG ont affirmé leur détermination à soutenir leur camarade, ainsi que les non-commissionnés (en période d'essai) qui ont choisi de faire grève.

Mardi 17 au matin, une distribution de tracts, payés par les grévistes eux-mêmes, a été organisée sur un rond-point, en direction des passants et des automobilistes. Une fois de plus, les nombreuses remarques de soutien ont permis de mesurer la popularité de la grève.



Le cortège de la ligne 13, le 17 novembre.

## Ligne 13 – Terminus Carrefour-Pleyel

Lundi 16 décembre, un gréviste des ateliers de maintenance RATP de Saint-Ouen est venu à l'assemblée générale du terminus de Carrefour-Pleyel inviter les grévistes de la ligne 13 à s'adresser avec lui aux travailleurs de la ville. Un petit groupe de grévistes est donc parti diffuser des tracts et discuter dans les rues de Saint-Ouen, devant la poste et le lycée, aux portes de l'usine PSA, qui est promise à la fermeture prochainement.

Mardi 17, les grévistes du terminus des Courtilles de la ligne 13, situé au nord de Paris, ont rejoint ceux du terminus de Carrefour-Pleyel. Ils sont partis en manifestation et ont emmené avec eux au passage les grévistes du dépôt de bus de Pleyel.

Ils ont été rejoints dans la rue par ceux du dépôt de bus de Saint-Denis, déjà montés dans un bus pour s'approcher de la manifestation.

Ceux-ci sont descendus du bus pour rejoindre leurs camarades dans la rue. Puis la manifestation improvisée a été rejointe par les grévistes des ateliers de maintenance RATP de Saint-Ouen, ceux du dépôt de bus de Belliard et des ateliers de Championnet. Ils ont héroïquement résisté à l'odeur de merguez, qui étaient en train de griller au piquet de grève, et ont finalement investi la rue tout entière à environ 200 manifestants. Ils ont rejoint les cortèges SNCF et hospitaliers à la gare du Nord en scandant : « Avec ou sans Delevoye, la réforme, on n'en veut pas ! »



Dans la manifestation parisienne du 10 décembre.

## Dépôt de bus Thiais

À Thiais, dans le Val-de-Marne, la grève reste très forte depuis le 5 décembre : lundi 16, 20% seulement des conducteurs prévus pour la journée sont sortis, et certains comptaient bien se remettre en grève le lendemain pour la manifestation.

Depuis jeudi 12, les grévistes ont pris l'habitude de rejoindre les piquets d'autres centres de bus. Se retrouver à 200 devant un dépôt renforce le moral et leur donne l'occasion de rencontrer des enseignants ou d'autres travailleurs en grève venus les soutenir.

Chez les conducteurs en grève, on ressent la préoccupation de plus en plus marquée de ne pas se couper des non-grévistes et d'éviter de fournir ainsi aux médias des

prétextes pour calomnier les travailleurs mobilisés.

Les efforts du gouvernement et de la direction pour créer la division entre d'un côté les conducteurs les plus anciens, qui selon eux ne seraient pas touchés par la réforme, et de l'autre côté les jeunes et les collègues du privé, suscitent sarcasmes et indignation.

Depuis dimanche 15, les grévistes ont installé un sapin de Noël dans la cour du dépôt, pour montrer qu'ils ne se laissent pas impressionner par cette propagande. Comme le disait un gréviste : « Le gouvernement nous accuse de priver les enfants de cadeaux à Noël, mais nous on se bat pour leur offrir un avenir. »



La banderole au-dessus du périphérique parisien.

## Dépôt de bus Vitry-sur-Seine

Au dépôt RATP de Vitry-sur-Seine, entre 70% et 90% des travailleurs sont en grève chaque jour depuis le 5 décembre. Ils se retrouvent à une quarantaine chaque matin à 4 heures au dépôt pour un piquet de grève, et une assemblée générale a lieu vers 9 heures pour discuter de l'actualité liée à la grève, l'attitude du gouvernement et l'état de la mobilisation.

Dans ces assemblées générales (AG), les grévistes affirment leur détermination à poursuivre jusqu'au retrait complet de la réforme et leur solidarité avec tous les travailleurs en grève dans d'autres branches (SNCF,

éducation, territoriaux, etc.). Préoccupés de faire connaître leur grève et d'y entraîner d'autres travailleurs, ils y débattent des actions à mener: visites de soutien aux grévistes d'autres dépôts; manifestations dans les villes de Vitry, Créteil et Ivry, et à Paris bien sûr... Ces actions sont proposées, votées et mises en place, puis débriefées à l'AG du lendemain.

Vendredi 13 décembre, la participation au piquet de grève et à l'AG a été encore plus massive que les jours précédents, en prévision de la venue annoncée de télévisions. Les grévistes ont pu exprimer dans les interviews

leur détermination et leur volonté d'étendre le mouvement, un mouvement qui concerne tous les travailleurs, contrairement au parti-pris évident de certains journalistes.

Un sentiment de solidarité et de fraternité entre grévistes anime la mobilisation, avec la volonté de conserver ces liens même après la grève, pour continuer à s'opposer à la direction de la RATP. L'un d'entre eux a résumé la fierté ressentie par tous grâce à cette mobilisation, en disant que cette grève, c'était ça son plus beau cadeau de Noël.

Correspondants LO

## Saint-Denis : tous ensemble dans la lutte

Depuis le 5 décembre un mouvement de grève reproductible se développe à Saint-Denis, très dynamique. Machinistes et roulants de la RATP, cheminots de l'atelier du Landy, enseignants, étudiants et communaux se retrouvent pour des actions communes.

Dans l'éducation, les professeurs des écoles sont l'aile marchante du mouvement. Même s'ils sont une minorité à être en grève reproductible, ils parviennent lors des grandes journées de manifestation à rallier près de 80% de leurs collègues. Du lever du jour à la nuit tombée, ils s'adressent à la population, aux parents d'élèves, avec des tracts rédigés en plusieurs langues, font le tour

des écoles. Ils sont partout accueillis avec sympathie.

Chaque matin dès 5 heures, au dépôt d'autobus RATP de Pleyel, enseignants et étudiants viennent en soutien aux machinistes pour essayer d'entraîner les hésitants. Chaque matin aussi, la police intervient pour débloquent le centre. La mêlée se déroule au son du générique de *Star Wars* que les grévistes mettent sur la sono.

Certains policiers confessent ne pas être très motivés et en tout cas pas formés pour ces interventions.

À l'aube du mardi 17 décembre, alors que plus de 150 manifestants étaient regroupés devant le dépôt au son de la fanfare, les forces de police ne parvenant pas à les déloger ont reçu des renforts. Ayant manifestement la consigne de débloquent les accès coûte que coûte, ils ont gazé et matraqué violemment les manifestants, procédant à plusieurs interpellations. Le seul effet a été de renforcer la détermination des grévistes et de leurs soutiens.

Correspondant LO



Des grévistes de la RATP, dans la manifestation du 17 décembre.

## Aubervilliers : poursuites absurdes contre un manifestant

Vendredi 13 décembre, Julien, enseignant d'Aubervilliers et militant du syndicat Sud, est passé en comparution immédiate au tribunal de Bobigny.

Sur sa demande, son procès est renvoyé au 10 janvier. Cela faisait suite à 40 heures de garde à vue et à son interpellation violente.

Mercredi 11 décembre, vers 6 heures du matin, alors que plusieurs dizaines d'enseignants de la ville étaient venus renforcer pacifiquement le piquet de grève tenu par une trentaine de salariés de la RATP, au centre bus rue de la Haie-Coq, il avait été violemment embarqué par la police sans raison apparente.

Devant le commissariat d'Aubervilliers, jusqu'à 100 personnes, dont plusieurs élus locaux et un groupe de travailleurs de la RATP, ont témoigné à trois reprises leur indignation et leur soutien chaleureux à Julien, au rythme

d'une joyeuse batucada.

Vendredi 13 décembre, devant le tribunal et dans la salle d'audience, tous se sont de nouveau rassemblés pour dénoncer la répression et les accusations absurdes qui lui sont faites. En effet un policier porte plainte pour violences sur personne dépositaire de l'autorité publique car, selon un scénario particulièrement farfelu, un cône de chantier en plastique aurait rebondi et l'aurait blessé. La RATP avance aussi le reproche d'entrave à la liberté de travailler. Mais, Julien s'est déclaré innocent, ajoutant que le seul à avoir été blessé ce jour-là, c'est lui.

Heureux qu'il soit enfin sorti, ses camarades préparèrent sa défense.

Correspondant LO



## Bagnolet - Montreuil : une grève active

En Seine-Saint-Denis, dans le secteur de Bagnolet comme dans d'autres, des grévistes de la RATP, des lignes de métro 3 et 3 bis, du dépôt de bus Floral, et ceux de l'enseignement s'adressent aux autres salariés et à la population.

Les 13 et 14 décembre, deux soirées de soutien à la grève étaient organisées, l'une à Bagnolet, l'autre à Montreuil. À Bagnolet, 200 personnes,

grévistes, parents d'élèves, salariés du privé, se sont réunies dans une salle prêtée par un théâtre local solidaire, autour d'un buffet alimenté par

tous les participants. Les discussions ont été nombreuses et chaleureuses.

Les grévistes sont aussi allés devant les écoles, devant le centre commercial de la ville, dans les marchés. Ils sont allés parler avec les employés de la CNAM, avec les passants dans les rues, les automobilistes, et même les usagers

attendant le bus, discutant de la réforme et essayant de convaincre de rejoindre la grève et la manifestation du 17 décembre. L'accueil reste majoritairement solidaire. Ceux qui galèrent dans les transports ne s'en sentent pas moins concernés par la lutte contre les attaques du gouvernement et partagent bien des

aspirations avec les grévistes.

Beaucoup des travailleurs rencontrés disaient s'organiser pour aller manifester, et encore plus s'affirmaient du côté des grévistes. Renforcer les liens entre les travailleurs en grève et tous les autres, cela compte pour maintenant et pour la suite.

Correspondant LO



SERGE D'IGNAZIO

## SNCF : des grévistes dé-ter-mi-nés !

**Mardi 17 décembre, à la SNCF, la mobilisation des grévistes a été remarquable à plus d'un titre. La participation à la grève, calculée sur l'ensemble du groupe ferroviaire, atteignait, avec 40 % selon la CGT et 32,8 % selon la direction, son plus haut niveau depuis le 5 décembre. Selon la CGT, 80 % des conducteurs étaient en grève, 64 % des contrôleurs, mais aussi près d'un cheminot sur deux au Matériel ou à l'Équipement. 40 % des agents de maîtrise et 25 % des cadres se sont aussi joints au mouvement.**

Il est notable que dans des ateliers, comme celui de Châtillon, où seule une minorité était restée gréviste, les cheminots se sont remis en grève de façon unanime mardi 17 et les ateliers étaient vides hormis la présence de certains membres de l'encadrement.

Ainsi, si certains cheminots ont pu reprendre le travail certains jours, au treizième jour de grève aucun n'a quitté le mouvement. Le front de la grève reste intact. Et depuis le début, la circulation des trains reste anémique à l'échelle du territoire.

Mardi 17, la participation aux assemblées est aussi remontée en flèche. De 5 000 participants par jour, la CGT en recensait plus de 10 000, beaucoup combinant la participation à l'assemblée et à la manifestation.

Les assemblées reconduisent systématiquement le mouvement. Toutes les interventions vont dans le sens de la grève, exigeant le retrait du projet. Plusieurs assemblées ont planté leur sapin de Noël, afin de dire que la grève traverserait la période des fêtes si le gouvernement ne reculait pas.

Le 17 décembre, on a vu des cortèges improvisés de grévistes traversant les villes pour rejoindre le

départ des manifestations incorporant progressivement des manifestants de différents secteurs, du Transport, de l'Éducation, des Hôpitaux. À Paris, en tête de manifestation un cortège très dynamique de grévistes, hérissé de banderoles de secteurs cheminots ou RATP, chantait et criait à tue-tête.

La présentation du plan de réforme par Philippe le 11 décembre n'a fait que confirmer qu'il s'agissait d'un plan de démolition des retraites. En guise d'universalité, à la SNCF, si ce plan passait, il y aurait six régimes différents de retraites, selon qu'on soit au statut ou contractuel, né avant ou après 1980 pour les sédentaires ou bien après 1985 pour les roulants !

La tentative de division orchestrée par le gouvernement suivant les générations non seulement fait chou blanc mais indignes les grévistes. De la même façon, il n'y a nulle part trace de corporatisme. Les slogans comme « Public-Privé, solidarité ! » sont parmi les plus repris.

Dans de nombreux secteurs, des actions « interpro » ont été organisées. Bien souvent des grévistes interviennent dans d'autres assemblées et leurs

interventions sont parmi les plus applaudies. Des tracts sont distribués aux portes d'entreprises voisines. Des prises de parole se déroulent sur des marchés, des places. Toutes ces actions permettent aussi de mesurer le soutien qu'a le mouvement dans la population ouvrière, malgré la gêne.

### Les manœuvres du gouvernement

Les grévistes savent qu'ils sont entrés dans une grève dure et ils l'assument. Mais cette détermination est loin d'être celle des directions syndicales. Laurent Berger pour la CFDT a appelé à la « trêve de Noël » mais il n'avait jamais appelé à la bataille ! La CFDT et l'UNSA cheminots réclament non le retrait mais l'application de la clause dite du « grand-père », donc que la réforme soit appliquée aux nouveaux embauchés. Mais aucun militant n'ose publiquement défendre cette

position dans les assemblées de grévistes.

Face à la puissance du mouvement, le gouvernement a lancé ses manœuvres en coulisses. Des négociations avec les syndicats devaient avoir lieu mercredi 18 et jeudi 19. Parallèlement, les directions de la SNCF et de la RATP étaient encouragées à entamer des négociations d'entreprises. Un éditorial du journal *Les Échos* décrivait ainsi, la tactique gouvernementale : « *L'exécutif espère négocier une sortie de crise en négociant des mesures catégorielles avec les syndicats dits réformistes.* »

Jusqu'à présent, la CGT tout comme Sud-Rail, appellent à maintenir et amplifier la mobilisation contre la réforme. Mais il faut noter que la CGT-Cheminots s'indignait, le 12 décembre, que la direction n'ait pas encore tenu ses promesses « *de négociations sincères sur les revendications d'entreprise, quelle que soit la durée ou l'issue*

*du conflit sur la réforme des retraites, pour répondre aux cheminot-e-s et améliorer l'ambiance dans l'entreprise.*

À l'opposé de tout corporatisme et des revendications catégorielles, les cheminots, comme tous les grévistes, demandent le retrait total de la réforme des retraites. Le gouvernement veut infliger une nouvelle défaite au monde du travail. S'il y parvenait, les concessions catégorielles ou de « transition » lâchées à la SNCF et à la RATP seraient de toutes façons bien vite reprises.

Dans de nombreuses assemblées, des grévistes ont dit clairement : « Si des syndicats lâchent, nous on continue. » Dans plusieurs endroits, les grévistes ont élu des comités de grève, permettant justement à la fois d'organiser plus efficacement la grève et de la mettre, non pas à la merci d'une intersyndicale et des tractations en coulisse, mais sous leur contrôle.

**Christian Bernac**

## Le chantage de Noël

Au neuvième jour de grève, le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, a envoyé à tous les cheminots une lettre intitulée : « *Appel du président à la solidarité des cheminots durant les fêtes* ». Il demande aux grévistes de cesser leur mouvement pour les vacances de Noël au nom de « *cet important moment de retrouvailles pour les familles* ».

Si le souci de Jean-Pierre Farandou était réellement de satisfaire les usagers des transports,

il faudrait plus que la simple pause dans les réorganisations au premier semestre 2020, qu'il présente comme une « *décision courageuse* » dans son courrier. Car le nombre d'agents de la SNCF est passé de 207 000 en 1990 à 142 000 en 2018, entraînant une dégradation du réseau, des pannes, des retards et des accidents qui empoisonnent au quotidien la vie des voyageurs.

Ce ne sont pas les cheminots qui ont demandé cette réforme des

retraites. Comme l'ensemble des grévistes, ils réagissent à une attaque du gouvernement contre leur niveau de vie. Ils n'ont choisi ni le calendrier, ni de se faire attaquer. C'est le gouvernement qui est responsable des trains supprimés, même pendant les vacances de Noël.

Quant aux grévistes, le meilleur cadeau qu'ils puissent faire à leurs enfants est d'imposer le retrait de la réforme des retraites.

**Lena Pigalli**

## Strasbourg

À Strasbourg, la grève tient bon et les assemblées générales permettent aux grévistes de s'organiser. Elles ont rassemblé entre cinquante et cent cheminots. Ils y discutent notamment de la façon de s'adresser aux collègues non grévistes rencontrés devant les piquets, durant les tournées, ainsi qu'aux travailleurs des autres secteurs. Vendredi 13 décembre, une équipe s'est rendue le matin devant l'hôpital de Hautepierre, l'après-midi aux finances publiques: les discussions avec des travailleurs de différents secteurs ont souligné combien

tous subissent le même type d'attaques et doivent riposter en commun.

Durant l'assemblée de lundi 16 décembre, plusieurs grévistes se sont demandés comment contrer la propagande faite autour de la «trêve de Noël», qui influence parfois des proches et des collègues. Le gouvernement fait-il la trêve de ses attaques? La discussion a permis à tous de s'armer pour y répondre.

L'AG de mardi 17 a rassemblé près de 110 cheminots, au treizième jour de grève. Le moral était bon et la grève a été reconduite jusqu'au lendemain.



Le cortège des cheminots de Strasbourg le 17 décembre.

## Lyon

À Lyon, depuis le 5 décembre, la grève se maintient à des taux élevés parmi les conducteurs et les contrôleurs. Dans d'autres services, aux guichets ou à l'accueil, la grève tient bon, même si certains cheminots reprennent parfois un jour pour se remettre en grève ensuite, notamment sur les temps forts du mouvement.

La grève de mardi 17 décembre a été très suivie partout. Dans les discussions, aux manifestations et aux piquets, tous sont

marqués par son aspect non corporatiste. «*Ce n'est pas une grève cheminote*» disent certains, heureux de se retrouver avec des enseignants, des travailleurs du privé ou des hospitaliers. Des grévistes sont allés en particulier s'adresser aux conducteurs de bus du réseau urbain des TCL, qui ont très peu fait grève même le 5 décembre. À la gare de la Part-Dieu, des travailleurs d'Itirémia, ancienne filiale SNCF assurant la prise en charge des personnes en situation de

handicap, ont fait toutes les grosses journées de grève.

Dans d'autres secteurs de la SNCF comme les techniciens, dont le personnel est beaucoup plus jeune, même si la grève est moins suivie, la colère sur les sujets locaux, les conditions de travail et les salaires très bas, est toujours présente. Les discussions sont aussi animées par ces questions, qui s'inscrivent dans le même combat général contre la réforme des retraites du gouvernement.

## Achères et Mantes-la-Jolie

Au dépôt d'Achères, dans les Yvelines, la grève tient bon, les assemblées générales se sont tenues toute la semaine à 60/70. Mardi 17, on est monté à 100 participants. Les annonces du gouvernement ont mis tout le monde en colère. La démission de Delevoye a été appréciée mais c'est sa réforme que les grévistes veulent voir partir, lui n'est qu'un symbole.

Des rencontres avec les travailleurs du privé ont été organisées par le piquet de grève. Jeudi 12, une trentaine de grévistes se sont rendus à 4 h 30 du matin

devant Transdev, une société de bus. Lundi 16, à Renault Eragny les grévistes ont été accueillis par des travailleurs de l'usine. Lors de ces deux actions, les rencontres étaient chaleureuses, ceux du privé se disant conscients que le combat des grévistes est celui de tous les travailleurs. Certains s'excusaient un peu de n'être pas en grève et ceux qui militent pour le mouvement se sont sentis soutenus par la venue des cheminots en lutte.

Lundi 16 décembre, une trentaine de cheminots grévistes de Mantes sont allés

devant les portes de l'usine Renault de Flins pour s'adresser aux travailleurs et populariser la grève. L'accueil a été très bon, avec de nombreuses déclarations de sympathie notamment de jeunes intérimaires qui se savent pourtant sous la menace permanente d'une rupture de mission et les militants de l'usine diffusant eux aussi des tracts pour la manifestation du 17 décembre.

Loin de la grève catégorielle décrite par le gouvernement, ce mouvement défend les retraites de tous les travailleurs.

## Triage de Trappes

À Trappes, dans les Yvelines, plusieurs dizaines de cheminots du triage sont en grève reconductible depuis le 5 décembre.

Un comité de grève a été mis en place afin d'organiser au mieux le mouvement. Lundi 16 décembre, une banderole a été suspendue sur le pont de la nationale 10 par les cheminots en compagnie de postiers également en grève, mais aussi d'électriciens, d'enseignants et de retraités de la ville, pour s'adresser aux travailleurs des autres secteurs. Les avertisseurs sonores des automobilistes et les marques d'encouragement lors de la distribution de tracts

appelant à la manifestation du 17 se faisaient entendre, confortant les participants dans l'idée que la grève doit se poursuivre tant que la réforme ne sera pas retirée.

Une manifestation au centre-ville s'est déroulée aux cris de «*La force des travailleurs c'est la grève, public-privé tous ensemble*», puis une assemblée générale des cheminots grévistes, contents de cette action et déterminés à poursuivre la grève, s'est tenue.

Les liens tissés par-delà les services et l'organisation de la mobilisation par les grévistes eux-mêmes sont déjà un gage pour l'avenir.



Accrochage de la banderole au-dessus de la RN10.

## Nantes

À la gare de Nantes, des assemblées générales interservices quotidiennes, regroupant parfois plus de 200 cheminots, ont reconduit à chaque fois la grève à la quasi-unanimité, seuls deux ou trois cheminots s'abstenant parfois. Elles permettent de faire le point sur les actions passées et à venir.

Ainsi, en plus des piquets, plusieurs actions proposées par le comité de grève ou l'intersyndicale, comme un «café solidaire» et des distributions de tracts

à des arrêts de tram ou aux portes d'entreprises du privé, ont permis de mesurer la popularité du mouvement auprès des usagers et d'autres salariés.

Mardi 10 décembre plus de 250 cheminots ont défilé avec les 12 000 manifestants jeunes, retraités et travailleurs nantais. À celle du 17 décembre, ils se sont retrouvés à plus de 400 et en sont repartis regonflés à bloc pour continuer la grève.

Correspondants LO



Visite aux travailleurs de Renault-Éragny.

## Enseignants : la poudre aux yeux de Blanquer-Philippe

Depuis le 5 décembre, le gouvernement voudrait convaincre les enseignants qu'ils n'ont pas de raison de se mobiliser contre la réforme des retraites.

Le ministre des Comptes publics Darmanin, le ministre de l'Éducation nationale Blanquer et le Premier ministre Édouard Philippe ont multiplié les interventions publiques pour marteler leur message : les pensions de retraite des enseignants ne baisseront pas car leurs rémunérations seront revalorisées progressivement entre 2021 et... 2037!

Revalorisées de combien, et sous quelle forme? Même les syndicats enseignants les plus pressés de négocier ont bien dû admettre, après avoir été reçus par Blanquer le 13 décembre, que les propositions du gouvernement sont fumeuses et ils n'ont pu faire autrement que d'appeler à faire grève et à manifester le 17 décembre.

Parmi les enseignants,

personne n'est dupe. «Jean-Michel Blanquer, retraite et salaire, on n'a pas confiance en toi!», est clamé dans les cortèges depuis le 5 décembre. Quand Darmanin a évoqué l'idée de débloquer 100 à 200 millions d'euros par an pour les rémunérations des enseignants, les réactions ont été indignées, chacun calculant que cela reviendrait à une vingtaine d'euros supplémentaires par personne, et donc bien moins que ce qui serait nécessaire pour que



les retraites ne soient pas amputées de plusieurs centaines d'euros.

Lorsque Philippe et Blanquer ont rencontré une centaine d'enseignants dans le gymnase d'un lycée de Nancy le soir du 13 décembre, ils ont été sifflés lorsqu'ils ont admis que cette revalorisation se ferait sous forme d'augmentations de primes et non sous celle

d'augmentations de salaire. Ce soir-là, une enseignante a été très applaudie lorsqu'elle a lancé au Premier ministre : « Vous ne nous écoutez pas parce que vous pensez que nous avons des choses intéressantes à vous dire... Vous nous écoutez parce que nous sommes dans la rue, et que vous avez peur de la rue! »

Julie Lemée

## Écoles d'Ivry-sur-Seine : la mobilisation tient bon

Jeudi 5 décembre à Ivry, dans le Val-de-Marne, il y avait eu 85 % de grévistes dans les écoles primaires et 60 % dans les collèges et les lycées, de nombreux enseignants s'étant débrouillés pour être à la manifestation à Paris.

Depuis, la grève a été reconduite tous les jours avec un taux fluctuant mais, les grosses journées, le plein est fait. Des assemblées générales quotidiennes ont regroupé des grévistes du primaire et du secondaire. À plusieurs d'entre elles, des salariés territoriaux de la

ville d'Ivry, eux aussi très mobilisés, étaient présents.

Des équipes ont fait des tournées pour discuter avec les autres enseignants et les parents d'élèves dans les établissements scolaires de la ville, leur proposant de participer aux assemblées des autres secteurs en grève (RATP, SNCF), mais aussi pour s'adresser aux travailleurs de La Poste, de Carrefour, Darty-Fnac... Certains ont préparé un argumentaire, rédigé des tracts pour toucher le plus de monde possible. Car la conscience de la nécessité d'élargir le

mouvement est présente.

Une manifestation locale a été organisée vendredi 13 décembre, regroupant plus de 1000 personnes, enseignants, parents d'élèves, lycéens, agents de la RATP, de la ville, travailleurs sans-papiers... Mardi 17 décembre la grève était encore massive, avec une vingtaine d'écoles fermées sur 28.

Les annonces du gouvernement n'ont fait que renforcer la volonté d'aller jusqu'au retrait de la réforme.

Correspondant LO

## Lycée Jules-Guesde - Montpellier : lycéens matraqués, proviseur complice

Le 5 décembre, devant la mobilisation des lycéens contre l'attaque gouvernementale sur les retraites, le proviseur du lycée Jules-Guesde de Montpellier a choisi de fermer le lycée. Le lendemain 6 décembre, alors que des élèves bloquaient l'entrée générale du lycée, le proviseur a appelé la police qui les a repoussés brutalement, jetant au sol une lycéenne et bourrant de coups de pied ceux qui

ne s'éloignaient pas assez vite. Malgré les protestations et les « Nous sommes vos enfants ! » les policiers ont continué et les jambes de bon nombre de lycéens ont été couvertes de bleus.

Cette intervention musclée n'ayant pas découragé les militants du mouvement, le proviseur, non content de convoquer les parents de ceux qu'il avait photographiés à l'entrée du lycée, a prononcé des

exclusions de cinq jours avec sursis, avant de les transformer en vraie exclusion pour trois élèves pour récidive de l'entrave à l'entrée au lycée. La pancarte brandie « Lycéens matraqués, proviseur complice » l'a visiblement agacé. Mais il ne fait que provoquer la colère de nombreux lycéens, bien décidés à protester et à continuer leur mobilisation.

Correspondant LO

## Collège Paul-Langevin Couëron : la colère s'exprime

Les enseignants du collège Paul-Langevin de Couëron, dans la région nantaise, ont massivement suivi l'appel à la grève du jeudi 5 décembre contre la réforme des retraites.

Réunis en assemblée générale dans l'établissement le matin du 6 décembre, une bonne partie d'entre eux ont reconduit activement la grève et, afin d'élargir le mouvement, ils sont allés discuter avec les enseignants du lycée professionnel et des écoles de Couëron. Loin d'être retombée, la colère a continué à s'exprimer le lundi 9 décembre. Des personnels du primaire, du collège et du lycée se sont retrouvés sur le temps de

midi pour diffuser un tract aux passants afin d'appeler à la mobilisation nationale du mardi 10 décembre.

Cette journée de grève et de manifestation a de nouveau trouvé un écho important. Grâce aux assemblées générales régulières dans l'établissement, les grévistes, syndiqués et non-syndiqués, discutent des modalités de leur mouvement et décident de reconduire la grève. Ils sont convaincus que seule celle-ci leur permettra de faire reculer le gouvernement et restent déterminés à défendre leurs conditions de vie.

Correspondant LO

## Collège Arche-Guédon - Torcy : "Pour les retraites et pour un monde meilleur, on est là!"

Le collège Arche-Guédon de Torcy, en Seine-et-Marne, se mobilise depuis le 4 décembre, jour où les parents d'élèves ont lancé une opération école morte pour protester contre les classes à trente élèves. L'opération a réussi puisque, ce matin-là, seuls 35 élèves (sur plus de 400) se sont rendus au collège.

La grève reconduite le 6 décembre par près de 50 % des professeurs a été l'occasion de rendre visite à une assemblée de cheminots, à Vaires-sur-Marne. Lors des journées travaillées, deux réunions ont eu lieu pour discuter de la réforme et de la suite à donner au mouvement. Le 12 décembre, une dizaine d'instituteurs des écoles voisines sont

venus au collège pour une rencontre sur le temps de midi. Des rendez-vous ont été pris pour aller voir le personnel d'autres écoles et aussi les parents, pour tenter de convaincre un maximum de nouveaux de se rendre à la manifestation du 17 décembre.

Il faut ne pas laisser les cheminots se battre seuls, il faut être plus nombreux en grève et en manifestation à chaque journée d'action, répondre aux manœuvres du gouvernement, imposer l'augmentation des salaires et des pensions en faisant payer le grand patronat.

L'idée de la nécessité de se battre pour préparer l'avenir fait son chemin.

Correspondant LO





Le 17 décembre.

## AP-HP – Paris : les hospitaliers manifestent

Mardi 17 décembre, plusieurs centaines d'hospitaliers de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ont à nouveau manifesté, mais en deux groupes qui ne coïncident plus tout à fait.

Le Collectif inter-hôpitaux (CIH) a refusé de se ranger dans le cortège interprofessionnel, prétextant n'avoir de légitimité que pour défendre l'hôpital public. En cela, il représente toute une partie du personnel hospitalier qui craint que ses revendications soient noyées dans un mouvement général. Comme si l'embauche de personnel, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail n'étaient pas des revendications communes à tous les salariés !

Le CIH a organisé une manifestation depuis l'hôpital Lariboisière, près de la gare du Nord. Son départ était à midi, et elle devait aller jusqu'à la place de la République, où ceux qui le voudraient et le pourraient défileraient 14 heures pour défileraient dans la manifestation interprofessionnelle, de là à la place de la Nation. Mais, contrairement à ce qui s'est passé lors de la manifestation des hôpitaux le 14 novembre, les médecins n'ont quasiment pas annulé les programmes opératoires

ni ceux de consultation. On a donc été loin des milliers de manifestants du 14 novembre. Cette fois-ci, ce sont environ 1500 personnes qui se sont rassemblées.

Les cheminots de la gare du Nord et des ouvriers de la RATP ont voulu à leur manière bousculer l'esprit catégoriel du CIH. Ils se sont placés devant le personnel de santé pour aller de Lariboisière à République, montrant bien que la division des salariés est actuellement leur pire faiblesse. Mais le CIH a créé un vide entre eux et les hospitaliers, de façon à maintenir un cortège séparé.

Environ 300 participants de cette manifestation sont cependant restés groupés pour participer à la manifestation interprofessionnelle de l'après-midi. Les internes aussi sont restés, avec notamment une banderole : « L'État compte les sous, on va compter les morts. » Il faut ajouter à ceux-là plusieurs dizaines de salariés venus d'autres hôpitaux parisiens, qui ont eu bien du mal à se regrouper dans la manifestation interprofessionnelle.

Pour l'avenir, il faudrait que les hospitaliers, tout comme les autres travailleurs, s'affranchissent des appareils, quels qu'ils soient, qui cherchent à encadrer et limiter leurs actions, afin de décider ensemble et démocratiquement de celles qui leur sont nécessaires.

Correspondant LO

Correspondant LO

## CHU d'Angers : contre la grève, des méthodes dictatoriales

Lundi 9 décembre, en réaction au préavis de grève reconductible déposé par la CGT et FO, la direction du CHU d'Angers a informé les salariés qu'elle assignait la totalité du personnel de tous les services jusqu'au 20 décembre et que plus aucun changement de planning ne serait possible durant cette période. Cette note de service a provoqué un tollé général car, en plus d'être illégale, elle revenait à interdire purement et simplement le droit de grève à l'hôpital !

Cela n'a pas empêché un barrage filtrant dans la zone logistique dès la matinée du mardi 10, entraînant des embouteillages et contraignant la direction à revenir sur sa note.

Belle victoire... mais la direction a pondu dès le mercredi 11 une note qui ressemble beaucoup à la précédente. Alors, le bras de fer continue ! Et les méthodes de management de la direction pourraient bien mettre le feu aux poudres !

Correspondant LO

Correspondant LO

## Gilets jaunes : scandaleuse condamnation

Lors de la manifestation des gilets jaunes du 16 novembre, à Paris, la police avait généreusement gazé et matraqué. Un manifestant, excédé par ce traitement, s'en était alors pris à une plaque célébrant les exploits du maréchal Juin.

Mal lui en a pris ! Non seulement les politiciens et la presse ont hurlé à la profanation nationale, mais la justice lui a infligé deux ans de prison, l'un avec sursis et l'un aménageable, et une amende de près de 75000 euros. Ce travailleur précaire de 31 ans, père d'une famille de quatre enfants, verra ainsi son salaire amputé tous les mois.

Alphonse Juin, lui, pour avoir été responsable entre autres de la répression coloniale lors de la guerre du Rif, pour avoir commandé

l'armée de Vichy, pour avoir gouverné d'une main de fer le Maroc sous mandat français, pour avoir défendu l'Empire français et la mémoire de Pétain, a eu droit à tous les douteux honneurs de la République, du bâton de maréchal jusqu'au siège à l'Académie française et à la stèle qui vient d'être dégradée.

Il paraît que l'argent de l'amende devrait servir à réparer le monument en question. Mais Juin n'a-t-il pas eu ce qu'il méritait ?

P. G.

## Hauts-de-Seine : coupes tragiques dans l'Aide sociale à l'enfance

Mercredi 11 décembre, à Suresnes, dans les Hauts-de-Seine, un adolescent a été poignardé à mort par un autre. L'un et l'autre vivaient dans un hôtel social, avec 28 autres jeunes livrés à eux-mêmes. Ils relevaient de l'Aide sociale à l'enfance.

Les éducateurs dénoncent la fermeture de foyers, où les adolescents seraient mieux encadrés. Dans ce département, au moins cinq foyers pour jeunes ont fermé en dix ans, a expliqué une éducatrice spécialisée. Dans les hôtels, la drogue, les violences voire la prostitution sont présents. Le nombre d'enfants suivis par un éducateur est passé de 20 à 60, voire 80.

Dans les Hauts-de-Seine, département le plus riche de France, présidé par le politicien de droite Patrick Devedjian, les coupes succèdent aux coupes. En quelques années, le nombre de

psychologues employés par le département est passé de 60 à 17. Les centres de protection maternelle et infantile (PMI) ne peuvent plus être joints par téléphone, la gestion des appels ayant été confiée à une entreprise privée, etc.

Cela fait des mois que les travailleurs sociaux protestent contre les coupes auxquelles procède le département, et les conséquences pour les jeunes dont ils s'occupent. Vendredi 13 décembre, quelques dizaines d'entre eux manifestaient devant le conseil départemental pour dire leur colère après le drame de Suresnes.

M.B.



Les travailleurs sociaux le 13 décembre, pendant le vote du budget 2020.

## Fontaine-Pajot – Aigrefeuille : grève à l'usine du maire de La Rochelle

Le groupe Fontaine-Pajot (1 800 salariés sur trois sites) appartient majoritairement au maire de La Rochelle, Jean-François Fontaine, ex-socialiste soutenu maintenant par Macron.

Il est spécialisé dans la construction de catamarans, qui coûtent de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions d'euros, et dans l'exploitation des travailleurs, avec des salaires proches du smic et des accidents de travail à profusion.

Faute d'embauches en nombre suffisant, la direction a en effet intensifié les

rythmes de travail, pour prendre le maximum de parts de marché en cette période de boom de commandes dans le secteur nautique.

Lundi 16 décembre, l'équipe du matin du site d'Aigrefeuille, en Charente-Maritime (600 salariés), et la normale ont débrayé à 120 ouvriers, bloquant ainsi la production, et

débarquant tous ensemble dans les bureaux de la direction pour réclamer du salaire.

Et le moins qu'on puisse dire est que Fontaine-Pajot peut payer: il a fait tant de profits ces dernières années qu'il a pu acheter Dufour-Yachts (500 salariés à La Rochelle) il y a juste un an.

Lors des NAO (négociations annuelles obligatoires), la direction proposait 1,9%, avec un talon de 32 euros. Lundi 16, elle



proposait 35 euros brut si les syndicats signaient et si les ouvriers reprenaient le travail. Face à ce chantage, les travailleurs ont décidé de rester en grève, et d'attendre tous ensemble l'équipe d'après-midi pour assurer la jonction.

Mardi 17, la grève s'est amplifiée sur le site

d'Aigrefeuille, avec 200 grévistes dès le matin, et l'intention de se rendre tous ensemble l'après-midi à la manifestation contre la réforme Macron.

Les travailleurs donnent ainsi aux politiques de Macron et Fontaine la réponse qu'elles méritent.

**Correspondant LO**

## Elior Elkem – Saint-Fons : le nettoyage en lutte

Une dizaine de salariés d'Elior Services qui nettoient les locaux de l'usine chimique Elkem à Saint-Fons, dans la banlieue lyonnaise, ont fait grève durant trois jours, à partir du 11 décembre.

Soutenus par la CGT, les grévistes se sont adressés par tract aux travailleurs d'Elkem, pour dénoncer leur patron et exiger de meilleures conditions de travail et de rémunération.

Très soudés entre eux, ils ont tenu bon face aux multiples pressions et au mépris de la direction d'Elkem, qui a osé désactiver leur badge d'entrée. En solidarité, la CGT Elkem a menacé d'une grève au cas où

Elior enverrait une équipe de remplacement des grévistes. Résultat, personne n'est entré.

Jeudi 12, une partie des grévistes sont partis en car, avec leurs camarades de la chimie, rejoindre la manifestation de Lyon. Le lendemain, le directeur d'Elior, que les grévistes ont obligé à se déplacer sur le site et à discuter en présence de tous, a lâché une augmentation de qualification,

l'embauche d'une CDD, un temps de pause et le lavage des vêtements de travail sur place. Tout ce qui était refusé jusqu'alors!

Reste à revoir la surcharge des postes de travail, que le directeur s'engage à étudier, et l'obtention d'une prime de risque de 100 euros par mois.

Les grévistes, contents de s'être fait respecter, restent cependant vigilants, bien conscients qu'Elior, grand groupe coté en Bourse, et Elkem ont largement de quoi payer!

**Correspondant LO**

## Urbaser Environnement – Montpellier : pour les salaires et les embauches

95 % des salariés éboueurs travaillant chez Urbaser Environnement, à Montpellier, sont en grève depuis le 5 décembre. Cette entreprise prestataire de la métropole assure la collecte des ordures dans les quartiers nord de la ville et dans les villages aux alentours.



Les grévistes réclament des augmentations de salaire pour vivre décemment, l'embauche des intérimaires et la fin du mono-ripage, le fait d'être un seul équipier à l'arrière du camion. Ils dénoncent le danger qu'ils courent à effectuer la collecte seuls à l'arrière.

Urbaser Environnement ne compte qu'une cinquantaine de salariés à Montpellier, mais appartient à un groupe bien plus important qui assure la collecte des ordures dans plusieurs villes de France, dont Paris.

Coté en Bourse, le groupe chinois CNTY, qui a acheté la société en 2016, affiche des bénéfices confortables, largement de quoi satisfaire les revendications des grévistes!

**Correspondant LO**

## STS – Félines : le patron a dû reculer

Les deux sites de STS d'Ardèche produisent des pièces en plastique pour les camions. STS, un fonds d'investissement, a racheté ces usines à Plastic Omnium. Le premier équipementier automobile européen avait décidé de s'en débarrasser fin 2016.

Le 10 décembre, les ouvriers d'un de ces sites, celui de Félines, ont appris que STS voulait fermer l'usine en 2020 et délocaliser la production dans la Sarthe. Sur les 88 ouvriers du site, une trentaine risquaient d'être licenciés. Les autres devaient être reclassés non loin, sur le site de Saint-Désirat, qui regroupe plus de 600 travailleurs.

La réaction ne s'est pas fait attendre. 550 ouvriers de l'usine de Saint-Désirat se sont mis en grève le jour même, avec ceux de l'usine de Félines. À Saint-Désirat, la direction a dû faire le mur pour sortir de

l'usine bloquée.

Après deux jours d'arrêt complet de la production, les patrons ont préféré renoncer à leur mauvais coup. Les pressions de Volvo Trucks, qui attendait les pièces pour ses camions, et les indemnités à verser en cas de retard de livraison ne sont peut-être pas étrangères à cette décision. La nouvelle a été accueillie par des cris de joie sur les piquets de grève à l'entrée des sites. Les ouvriers ont fait une démonstration de force, ils ont par leur mobilisation remporté une victoire.

**Correspondant LO**

## FerroPem – Chambéry : les travailleurs se font entendre

À l'occasion de la journée d'action contre le plan Macron sur les retraites, plusieurs centaines de salariés ont manifesté jeudi 12 décembre à Chambéry devant le siège social de l'entreprise FerroPem.

Ce groupe américano-espagnol, qui emploie 1 100 salariés, sans compter les entreprises extérieures et les emplois induits, invoque la crise économique et l'effondrement du cours du ferro-silicium pour mettre à l'arrêt plusieurs unités, menaçant notamment les travailleurs du site de Châteauneuf-Feuillet, au chômage

technique depuis octobre, et laissant les salariés dans l'incertitude la plus totale.

Plus de deux cents d'entre eux étaient venus des quatre coins du pays, en car et en voiture, pour crier leur colère. Celle-ci a résonné fort jusqu'à l'intérieur du siège social, après que celui-ci a été envahi avec pétards et slogans contre les patrons voleurs. Pas question pour les travailleurs de payer l'irresponsabilité et le pillage opéré par les actionnaires!

**Correspondant LO**

# Crèche inter-entreprises - Ladoux : la couche est pleine

Lundi 16 décembre, le personnel de la crèche inter-entreprises Les Balladoux de la zone industrielle de Ladoux, près de Clermont-Ferrand, s'est mis majoritairement en grève. Il revendique des salaires qui permettent de ne pas être à découvert chaque mois de 300 à 500 euros.

Un barrage filtrant a été organisé sur la zone, dans la bonne humeur, créant un bel embouteillage. La plupart des autres salariés, dont ce personnel garde certains des enfants, le prenaient avec sympathie.

Les négociations annuelles obligatoires viennent d'avoir lieu et les représentants du conseil d'administration (CA) ont répondu non à toutes les revendications salariales. Les salariées n'étant pas

d'accord, les déléguées ont refusé de signer.

La crèche étant gérée comme une association loi 1901, selon la convention collective de 1951, le CA s'appuie sur une décision de la FEHAP (Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne, privés, non lucratifs) de mars 2019 refusant l'augmentation du point. Il y a une dizaine d'années, le personnel était embauché un peu au-dessus du smic, mais la

valeur du point des organismes FEHAP n'a pas augmenté depuis et les salaires ont rejoint tout juste le smic. Cela ne suffit pas pour vivre, surtout quand on est une femme seule pour élever ses enfants.

Les employées, qu'elles soient auxiliaires puéricultrices, diplômées d'État ou animatrices avec un CAP petite enfance, ne se voient reconnues ni pour leur travail, ni pour leur qualification. Elles exigent une augmentation de la valeur du point, une prime de repas de deux euros au lieu d'un par jour, une prime d'habillement de 100 euros au lieu de 50 par an, une prime Macron, comme celle de la crèche Michelin de l'usine



À la crèche Les Balladoux, le 16 décembre.

des Carmes, au centre-ville, de l'ordre de 400 euros par an, et pas de subrogation en cas de maladie. En effet, quand elles sont malades, et cela arrive souvent dans les crèches où les petits véhiculent bien des microbes, elles perdent les trois jours de carence et ne récupèrent les jours de maladie par la Sécurité sociale que deux à trois semaines après la reprise, alors que le salaire manque!

Pourtant les entreprises qui bénéficient de leur travail sont notamment Michelin, la holding Titel et le groupe Ingérop. Ce ne

sont pas comme le prétend la FEHAP « des établissements au financement défavorable ». Et ce sont leurs représentants, qui forment le conseil d'administration de la crèche, qui osent dire au personnel qu'il ne faut pas choisir ce travail pour le salaire, mais parce que c'est « un travail social » ou encore « un travail de nonne »!

Les employées de la crèche des Balladoux ont choisi la grève car elles en ont assez de ce mépris et des 1200 euros net par mois au bout de dix ou quinze ans.

Correspondant LO

# Toray Films - Ain : oui pour 100 euros!

Quinze euros par mois (brut), c'est tout ce que la direction proposait à l'issue des réunions salaires 2020 dans l'usine Toray Films, une entreprise de films plastiques dans l'Ain. La proposition était logiquement reçue comme une provocation par une partie des travailleurs de l'usine.

Non content de proposer une aumône, le patron demandait en plus la signature de l'accord par les syndicats, sinon la somme baisserait à 13 euros. En résumé, la direction donnait des miettes

mais voulait en plus qu'on lui dise merci.

Bien sûr, elle avait choisi une période favorable pour ces réunions, correspondant à l'arrêt d'une partie des installations, un contexte

qui rendait la grève plus difficile à démarrer. Le petit chantage à 2 euros de plus ou de moins a été tout de même signé par un syndicat minoritaire, qui a demandé l'organisation d'un référendum pour valider l'accord, comme le prévoient les dernières ordonnances.

Les travailleurs les plus combatifs se sont alors concertés sur la réponse à donner. Fallait-il boycotter le référendum ou voter non?

Finalement, ils ont préféré transformer cette consultation en contre-attaque sur les salaires en éditant un bulletin « Oui pour 100 euros » sous forme de coupon à détacher au bas du tract CGT.

Dans la semaine précédant le vote, les discussions ont été nombreuses autour de ce bulletin. Beaucoup de travailleurs se les passaient de la main à la main pour avoir le bon coupon à mettre dans l'enveloppe au nez du

DRH présent près des urnes. Au final, il y a eu 135 « Oui pour 100 euros », un succès qui, ajouté aux 36 votes « Non », permettait au vote contestataire de dépasser le nombre de « Oui » à l'accord.

Non seulement les ouvriers de Toray ont ainsi déjoué le chantage à deux balles de la direction, mais ils ont préparé la deuxième étape, la grève pour 100 euros par mois!

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal..... Ville.....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Algérie : marées humaines contre le président

En Algérie, l'élection présidentielle du 12 décembre a donné lieu à une semaine intense de contestation populaire.

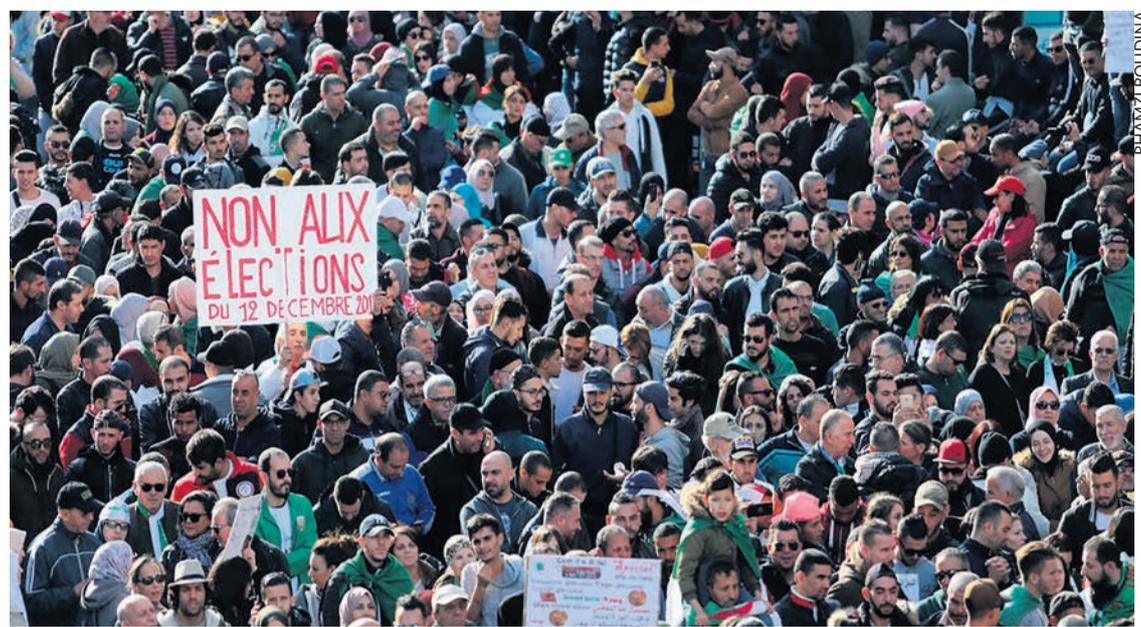
Dès vendredi 13 décembre, des marées humaines ont conspué Abdelmadjid Tebboune, le nouveau président de la République fraîchement élu. Son élection est vécue comme une mascarade, qui vise à préserver un système politique que les manifestants combattent depuis maintenant dix mois.

Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah, qui annonçait par avance une participation massive et une fête électorale le 12 décembre, a subi un désaveu cinglant. À travers le pays, de nombreux bureaux de vote sont restés déserts. En Kabylie, où le boycott a été très actif, certains sont restés fermés. Selon les chiffres annoncés par le pouvoir, l'abstention atteindrait 60 %, mais beaucoup sont convaincus qu'elle a été bien supérieure et que les chiffres ont été truqués.

« Vous n'êtes pas notre président ! » ont crié les manifestants. Ils rejettent massivement Tebboune, qu'ils considèrent comme

un président désigné et illégitime. Âgé de 74 ans, il a occupé de multiples fonctions au sein de l'appareil d'État, préfet, ministre de l'Habitat, puis Premier ministre de Bouteflika. Connu pour être un proche de Gaïd Salah, il est apparu comme un candidat de l'armée et comme la façade civile d'une caste d'officiers toujours aux manettes. Ces officiers tiennent à la stabilité d'un système qui leur permet un accès direct à la rente pétrolière, dont ils contrôlent les circuits de redistribution. Pour l'instant, ils ont évité de recourir à une répression sévère, à l'image de ce qui s'est passé au Soudan ou en Irak, mais cela n'est pas exclu.

Dans de nombreuses villes de l'ouest du pays, en particulier à Oran, des gendarmes et policiers en civil ont procédé à des centaines d'arrestations. Il s'agissait d'empêcher les manifestations du 13 décembre et de tenter d'affaiblir et d'intimider le mouvement, dans une région où la mobilisation a



Alger, le 12 décembre.

toujours été moins forte que dans la capitale.

Le soir même, Tebboune a tenté d'amadouer le mouvement populaire, le hirak. Il a dit vouloir rompre avec l'ancien système et a salué la jeunesse, aussi bien celle qui avait voté que celle qui avait boycotté le scrutin. Devant un parterre de journalistes, il a déclaré : « Je m'adresse directement au hirak, que j'ai à maintes reprises qualifié de béni, pour lui tendre la main afin d'amorcer un dialogue sérieux au service de l'Algérie, et seulement de l'Algérie. »

Celui que l'armée veut présenter comme un homme intègre est surnommé « président cocaïne » par les manifestants, en raison

de l'implication de son fils dans le grand scandale de corruption qui a éclaté en 2018, après la saisie de 700 kg de cocaïne. Alors Tebboune sera-t-il capable d'enrayer la contestation populaire ? Des associations, partis ou syndicats ont annoncé qu'ils n'excluaient pas de saisir cette main tendue, sous condition. Mais depuis le 22 février, aucun des regroupements politiques, comme le Pacte de l'alternative démocratique ou la Dynamique de la société civile, n'a pu prétendre représenter le mouvement et parler en son nom.

C'est une nouvelle étape qui commence, le Hirak saison II, comme le disent avec humour les manifestants.

Ils auront face à eux un pouvoir qui tentera par tous les moyens d'étouffer la contestation, et des partis d'opposition prêts, si celui-ci y met les formes, à jouer le jeu du dialogue.

Quelles que soient les manœuvres des uns et des autres, les raisons de la contestation sont toujours là, bien présentes : un pouvoir méprisant et impopulaire, des services publics à l'abandon, un chômage de masse et des salaires de misère. « Pas de marche arrière ! » crient de nombreux manifestants. Le pouvoir est loin d'en avoir fini avec cette mobilisation, exceptionnelle par son ampleur et sa durée.

Leïla Wahda

## Grande-Bretagne: Boris Johnson se prend pour le peuple

À en croire le Premier ministre Boris Johnson, les élections anticipées du 12 décembre auront été un raz-de-marée en faveur de son Parti conservateur et, surtout, de sa propre personne. Moyennant quoi Johnson se proclame désormais chef d'un « gouvernement du peuple » qui s'apprête à réaliser la « volonté du peuple », c'est-à-dire le Brexit version Johnson. Mais qu'en est-il réellement ?

Avec 365 élus (sur 650), le Parti conservateur a sans doute gagné 1,20 % de voix et 47 sièges par rapport aux élections précédentes, en 2017, et une majorité absolue confortable au Parlement. Alors même que son rival travailliste perd 8 % des voix et 59 sièges, pour tomber à 203 élus, son chiffre le plus bas depuis près d'un siècle.

Mais, au-delà de l'arithmétique parlementaire, ces résultats illustrent surtout à quel point le mode de scrutin majoritaire à un tour, en vigueur en Grande-Bretagne, favorise les deux grands partis bourgeois, conservateur et travailliste, en fonction de leur alternance au pouvoir.

C'est ainsi que, dans ces élections, il aura fallu 38264 voix au Parti conservateur de Johnson pour obtenir un élu, mais pas moins de 336038 voix au petit Parti libéral-démocrate, le 3<sup>e</sup> parti du pays. Quant au Parti

travailliste, il lui en aura fallu 50717.

En tout cas, les 43,6 % des suffrages obtenus par les conservateurs ne font pas du gouvernement Johnson le « gouvernement du peuple ». D'autant moins que, si l'on tient compte des 32,70 % d'abstention, qui sont dans la moyenne des élections récentes, sa majorité parlementaire aura été élue par moins de 30 % des inscrits. Il est vrai que l'on n'est pas très loin des 37 % d'électeurs inscrits dont le vote pour le Brexit, en 2016, continue à être présenté par le même Johnson comme la « volonté du peuple ».

Au-delà des distorsions dues au mode de scrutin, c'est d'ailleurs la question du Brexit qui a déterminé les pertes et gains en voix des deux grands partis. Le Brexit Party, le parti souverainiste de Nigel Farage, a apporté un soutien précieux à Boris

Johnson en décidant de ne pas présenter de candidats contre les députés conservateurs sortants. Du coup, dans les circonscriptions conservatrices, les voix du Brexit Party se sont reportées sur les conservateurs.

Par ailleurs, une frange de l'électorat travailliste a voulu protester contre les ambiguïtés de la politique de Jeremy Corbyn sur le Brexit. Certains, hostiles au deuxième référendum que soutient Corbyn et à ses prises de position en faveur des travailleurs immigrés, ont voté pour le Brexit Party là où ils le pouvaient. D'autres, opposés au Brexit, ont voté pour le Parti libéral-démocrate parce qu'il se prononce pour l'arrêt pur et simple du processus du Brexit.

Finalement, les résultats des deux grands partis cachent le fait que, tout comme en 2017, les partis partisans d'un Brexit plus ou moins dur restent minoritaires dans l'électorat, avec 45,70 % des suffrages exprimés, face à ceux qui y sont opposés ou revendiquent l'organisation d'un deuxième référendum.

Cela n'empêche pas les manchettes tonitruantes de la presse et les mensonges de

Johnson sur le thème du raz-de-marée. Et celui-ci entend mettre les bouchées doubles.

Bien sûr, il y a le Brexit qui devrait être effectif au 31 janvier : c'est-à-dire qu'à cette date s'ouvrira une période de transition d'un an (promet Johnson), pendant laquelle pas grand-chose ne devrait changer, sinon l'ouverture d'une nouvelle période de négociations sur les futures relations commerciales avec l'Union européenne.

Mais, là-dessus, Johnson ne peut pas faire grand-chose, sinon réitérer l'engagement de tenir les délais prévus. En attendant, il cherche à asseoir l'image d'homme d'action qu'il essaie de se donner. Il multiplie les annonces : renforcement de la législation antigreve

dans les transports ; création d'un ministère de la Sécurité intérieure ; allongement des peines de prison ; renforcement des contrôles policiers et des fouilles contre les jeunes des quartiers populaires, etc.

Dans un contexte sans doute bien différent, mais également marqué par la montée de la pauvreté, au début des années 1980, le premier gouvernement de Margaret Thatcher avait lui aussi lancé un train de mesures antiouvrières et anti-immigrés. Il avait ainsi déclenché une explosion de colère : une grande vague d'émeutes urbaines. D'une façon ou d'une autre, à trop tirer sur la corde, Johnson finira lui aussi par en faire l'expérience.

François Rouleau

### Cercle Léon Trotsky

Venezuela, Bolivie, Chili...  
L'Amérique latine dans la crise

Vendredi 10 janvier à 20h30

Grande salle de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor - Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 euros